

Sondage Social Demain/Occurrence « L'engagement aujourd'hui »

72% des français considèrent le vote comme un moyen d'action efficace

Les 50 jeunes de moins de 35 ans, composant la première Promotion du dispositif « Social Demain », ont eu carte blanche pour questionner, en novembre 2020, un échantillon représentatif de la population française de plus de 18 ans sur leurs préoccupations sociales. Ce sondage, réalisé avec le cabinet d'études Occurrence, se penche sur ce qui fait le progrès social en 2020 et les pratiques d'engagement pour l'intérêt général.

Ses principaux enseignements :

Le vote est une arme

La première révélation de cette étude porte sur le **plébiscite que les Français accordent aux mécanismes institutionnels pour agir en faveur du progrès social**, comme leur approbation du vote ou la reconnaissance du bulletin blanc. Ainsi, ils rejettent majoritairement les actes violents ou désobéissants.

Ils jugent que les leviers comme le vote (pour 72% des répondants), la création d'une ESS (67%), l'adhésion à une association (66%) sont plus efficaces que la grève (47%), le syndicalisme (40%), les actes de désobéissance (22%) et les actes de violence (13%), pour faire avancer une cause... quant à ceux qu'ils ont le plus pratiqués, le vote (pour 93% des sondés), la pétition (75%) l'adhésion à une association (49%) et la manifestation (46%) arrivent en tête des citations. Seuls 3% des personnes interrogées ont eu recours à des actes de violence.

En outre, les principales mesures avancées pour permettre au plus grand nombre d'agir en faveur du progrès social sont : la reconnaissance du bulletin blanc comme suffrage exprimé lors des élections (pour 79% des sondés), la mise en place d'une part de proportionnelle aux législatives pour mieux prendre en compte la diversité des opinions (68%), la reconnaissance de l'engagement bénévole dans le cadre du calcul de la retraite (67%), la mise en place d'un revenu universel pour lutter contre les inégalités sociales (53%).

Les interdictions qui facilitent la vie en commun, l'égalité ou la santé comprises comme un progrès social

Les répondants observent également **(47%) qu'une interdiction peut être comprise comme un progrès, surtout celles facilitant la vie en commun, l'égalité ou la santé**. Ainsi, représentent un progrès pour la société : l'interdiction de jeter ses mégots dans la rue (pour 91% des répondants), l'interdiction de fumer dans les locaux-bureaux de son travail, (90%) interdiction de licencier une femme enceinte ou une personne malade (84%), l'interdiction de discriminer au moment de l'embauche (83%), l'interdiction de payer différemment un homme et une femme à un poste équivalent (80%)...

En revanche, tout ce qui tend à limiter la liberté individuelle est rejeté (comme l'interdiction de rouler à plus de 80km/h sur certaines départementales qui n'est vu comme un progrès que par 31% des sondés uniquement).

Un pessimisme prégnant

Réalisée avant le second confinement, cette enquête montre que **les Français n'ont pas confiance en l'avenir (60%)** et considèrent que leurs enfants vivront moins bien qu'eux (81%). Ils ne sont **que 34% des répondants à penser que la France connaît encore en 2020 du progrès social**. Et si les $\frac{3}{4}$ (77%) de l'échantillon estiment faire partie de la classe moyenne, ils sont un peu moins de la moitié (45%) à se sentir favorisés dans la vie.

Par ailleurs, 41% sont d'accord avec l'affirmation « il faut une bonne crise pour faire avancer le progrès social ».

Toutefois, une grande majorité des gens qui travaillent (71%) ont le sentiment de faire un métier utile pour la société. Et pour plus de la moitié des Français interrogés « s'engager pour l'intérêt général » est une chose accessible à tout le monde.

Pour **Denis Maillard, co-fondateur de Temps commun, créateur et animateur de Social Demain** : « A un an et demi des élections présidentielles et dans un contexte où, depuis 2016, plus aucune manifestation ne se déroule sans violences, le premier enseignement est une véritable révélation : les Français plébiscitent les mécanismes institutionnels pour agir en faveur du progrès social : ils approuvent le vote ou encore la reconnaissance du bulletin blanc. Certes, les moins de 35 ans votent moins. Mais la démocratie reste solidement implantée dans cette génération : les Français restent toujours et encore un peuple politique. ».

Selon **Assaël Adary président d'Occurrence**, « Cette étude, en collaboration avec Social Demain, nous offre la possibilité de mesurer enfin l'échelle de Richter de l'engagement pour les Français. Ainsi, du vote aux actes de violence, 14 jalons d'engagements ont été testés sur l'échelle des pratiques comme sur celle des perceptions de leur efficacité...»

Méthodologie :

Etude administrée en ligne à la fin du mois d'octobre 2020 auprès d'un échantillon de 1 023 répondants, représentatifs de la population française métropolitaine âgés de 18 ans et plus (La marge d'erreur est de $\pm 3,1$ points).

À propos de Social Demain

Le projet de Social Demain est de découvrir « Celles et ceux qui feront le social demain », de les faire connaître et reconnaître. Mais aussi de les mettre en réseau pour les faire réfléchir ensemble à la construction du dialogue et des relations sociales des années à venir dans une période où ceux-ci sont particulièrement bousculés et devront être réappris et réinventés par les nouvelles générations.

« Social Demain » est ainsi un dispositif annuel, initié en octobre 2019 par Temps Commun, qui permet à 50 jeunes de moins de 35 ans, issus d'engagements, d'expériences et de parcours divers, de partager sous des angles différents la vision d'un même objet : le social. Le but de ce programme : confronter leurs regards, leurs expériences et leurs réflexions. Mais aussi partager des expériences communes tout au long de l'année du programme.

Pour en savoir plus, découvrir les travaux de la première promotion, et postuler pour la 3^e promotion en septembre 2021 – www.socialdemain.fr

À propos d'Occurrence

Créé en 1995, Occurrence est un cabinet d'études et conseil indépendant, spécialiste de l'évaluation de la communication (corporate & marque, analyses médias, communication interne, publique, événementielle, digitale...) et de l'analyse des opinions. Depuis 25 ans, Occurrence accompagne les entreprises et les agences en France et à l'international pour mesurer la performance de leur communication et éclairer leurs décisions stratégiques. Le cabinet travaille au service de nombreux grands comptes et institutions de référence : EDF, Engie, Orano, Carrefour, BNP

Paribas, Airbus, Macif, INPI, Crédit Agricole, Pierre Fabre, Saint-Gobain, Groupe VYV et nombre de collectives alimentaires, des ministères, institutions européennes notamment la Commission Européenne, ainsi que des collectivités locales, associations, ONG et organisations ou entreprises publiques...

L'équipe de 25 experts maîtrise une large gamme d'outils d'évaluation et de prospective (quantitatifs, qualitatifs, sémiologiques, Analytics) et capitalise sur « Occurrence Lab. », structure interne pour l'innovation qui lance de nouvelles offres d'études. Au premier trimestre 2018, un collectif de grands médias nationaux et régionaux adopte la méthodologie de comptage indépendante des manifestants développée par Occurrence en 2006. Membre de Syntec Etudes, Occurrence est également certifié ISO 9001 depuis 2004 et engagé dans la norme ISO 26000. Assaël Adary, Président d'Occurrence, est co-auteur de la 9e édition de l'ouvrage de référence sur la communication, le Communicator, sorti chez Dunod en 2020. www.occurrence.fr

Contact presse

Occurrence -Ethel Bachelierie - 06.62.79.19.21 - ethel.bachelierie@yahoo.fr

Social Demain : Denis Maillard 06 64 50 31 99 / denis@temps-commun.fr